



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<http://www.peacebrigades.org>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 125

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

L'année 2018 constitue une date anniversaire à double titre en matière de droits humains. D'abord, c'est le septantième anniversaire de l'adoption en 1948, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Même si la réalité est encore trop souvent bien éloignée des principes, reconnaissons que l'idéal proclamé dès le premier article de la Déclaration est des plus utopiste : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. »

Ensuite, ce sont les vingt ans de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains. Adoptée par l'Assemblée générale en 1998, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, cette Déclaration se veut plus pragmatique et s'adresse non seulement aux États et aux défenseurs des droits humains, mais à tout un chacun. Elle souligne que nous avons chacun un rôle à jouer en tant que défenseur des droits humains et que nous participons tous d'un mouvement mondial. En fait, la Déclaration ne crée pas de droits nouveaux, mais présente plutôt les droits existants de manière à faciliter leur application et prévoit que les défenseurs des droits humains doivent être appuyés et protégés dans le cadre de leur activité.

Depuis ses 35 ans d'existence, notre organisation *Peace Brigades International* n'a d'autre but que de soutenir le travail des activistes locaux dans les pays où elle s'est implantée, en maintenant auprès d'eux des équipes de volontaires internationaux et en effectuant tout un travail de sensibilisation et d'information auprès des autorités locales et internationales.

Pour célébrer ce vingtième anniversaire de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains, PBI organise, durant ces mois de septembre et d'octobre, une série d'activités dans toute l'Europe et notamment à Bruxelles, avec des défenseurs du monde entier, pour leur donner l'occasion de se rencontrer et de partager leurs expériences.

Nous y reviendrons sans doute dans un prochain numéro. Pour l'heure, profitons de cet éditorial pour vous signaler également que notre organisation internationale vient de déménager son siège de Londres à Bruxelles, le but étant de se rapprocher à la fois des institutions européennes et d'autres partenaires actifs dans le domaine de la défense des droits humains. Le bureau, qui se compose de cinq membres du personnel, est désormais installé dans la commune bruxelloise de Saint-Gilles, plus précisément au Village Partenaire.

Dans ce numéro...

Kenya

En direct du terrain avec le volontaire
Johan Jaquet
Page 2

Mexique

Corruption et violence portent la gauche
au pouvoir
Page 3

Honduras

Présentation du rapport indépendant sur
le cas de Berta Cáceres
Page 4

Colombie

Témoignage de la volontaire Lisa Stalder
Page 5

Début de mandat difficile pour le nouveau
président Ivan Duque
Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Kenya

En direct du terrain avec le volontaire Johan Jaquet

Le volontaire suisse Johan Jaquet se trouve depuis plusieurs mois au Kenya. Le témoignage qu'il a envoyé sous forme de newsletter début juillet depuis la maison de PBI à Nairobi se compose d'extraits de son journal de bord. Nous vous en reproduisons la plupart, non seulement celles qui concernent son travail de volontaire PBI mais aussi celles qui touchent à ses moments de détente.



Nairobi, maison de PBI, 1er juillet 2018

Régulièrement, nous co-organisons ou participons à des événements et rencontres à propos de différents droits humains. Certains ont lieu « en ville », comme cette table ronde concernant la torture et son évolution au cours des dernières décennies, organisée par Amnesty International Kenya. D'autres ont bien sûr lieu dans les quartiers informels, comme cette journée de commémoration en l'honneur de trois victimes d'exécutions extrajudiciaires à Dandora. Organisée par le nouvellement créé Groupe de Travail des Centres pour la Justice sociale, cette journée a paru plutôt festive à ma collègue Hannah, compte tenu de la gravité de la thématique. Du côté du groupe des femmes défenseuses des droits humains, ça bouge aussi, notamment sous l'impulsion de Theresa. Mais c'est bien Kate et les autres défenseurs qui ont rondement mené un magnifique et interactif dialogue communautaire au sujet des agressions sexuelles et le concept de consentement.

Nos séances sont parfois l'occasion de nous rappeler que le contexte quotidien de nos partenaires n'est pas paisible. En témoigne cette rencontre avec Ghetto Foundation, lors de laquelle un coup de feu a été tiré en l'air à quelques encablures de la salle où nous étions. Nos collègues de Mathare ont réagi mais étaient nettement moins surpris que nous...

Le week-end, je continue d'explorer la nature autour de Nairobi, à pied dans la forêt d'Ololua, ou à vélo sur les plaines de Swara, parmi les zèbres, gnous et girafes. Mon activité la plus incongrue était néanmoins d'aller faire du patin... à glace (!) dans un hôtel de luxe.

Nairobi, maison de PBI, 14 juillet 2018

Cette semaine était celle de l'Assemblée Générale de PBI Kenya, rassemblant dans un lieu magnifique mais frisquet (Limuru) les quatre volontaires, les quatre salarié-e-s (Sergi, les Sabines et David), ainsi que le comité du

projet composé de seulement deux membres (Marie et Shane). Shane a crêché dans ma chambre avant et après l'Assemblée, et c'était un plaisir d'enfin le rencontrer en chair et en os. Comme les autres, il est passionné, dévoué et inspirant. La semaine a été intense, notamment car elle sonnait la fin d'un cycle pour beaucoup d'entre nous. Le contrat de Sergi vient de se terminer, Sabine D. quitte le Kenya en août et nos contrats de volontaires échoient prématurément en octobre, pour des raisons contextuelles.

Ma principale contribution à l'Assemblée a probablement été de relever plusieurs fois l'importance de la santé mentale et du soutien psychosocial pour les victimes de violations des droits humains, les défenseurs et nous-mêmes. Cette dimension est malheureusement un peu passée à la trappe pour le projet Ushirikiano Mwema Kwa Usalama (UMKU), pour des raisons budgétaires.

A Limuru, nous avons eu la visite de nos partenaires du projet UMKU pour une soirée Loups-Garous aux plaidoyers désopilants, suivie d'une journée plus sérieuse dédiée à l'analyse des risques du projet. Nous avons passé en revue les risques sociaux, légaux, physiques et politiques, quelques pistes pour leur faire face, ainsi qu'un aperçu des acteurs-trices soutenant le projet ou y résistant, ou encore ayant une influence ambivalente.

Aborder l'analyse des risques a aussi été la contribution de Roberto et moi-même, très appréciée, à la dernière séance de préparation de la grande marche pacifique du Saba Saba (07/07). Très bien organisé par les Centres pour la Justice sociale, cet événement dénonçait la normalisation des exécutions extrajudiciaires.

Je suis enfin retourné marcher le long de la rivière Kijabe avec un groupe dont je ne connaissais que Florence. C'était une belle journée au milieu de la végétation luxuriante et agréablement odorante. La randonnée était aventureuse et s'apparentait parfois à de l'escalade, pour laquelle nous utilisions une corde d'aspect douteux.



Mexique

Corruption et violence portent la gauche au pouvoir

C'est, pour la première fois, à un président de gauche, Lopez Obrador, qu'il reviendra de guérir les maux du pays. Selon le tribunal électoral mexicain, qui a formellement validé un mois plus tard la victoire du candidat de gauche à l'élection présidentielle du 1er juillet dernier, Andrés Manuel Lopez Obrador a recueilli 53,20% du total des votes. Le président élu, qui prendra ses fonctions le 1er décembre prochain, sera le premier président, depuis 1994, à bénéficier d'une majorité absolue dans les deux chambres du Parlement mexicain. L'article qui suit a été publié le mardi 3 juillet 2018 par le journal La Libre Belgique.

Au Mexique, le vainqueur de l'élection présidentielle, Andrés Manuel Lopez Obrador, dit avoir la solution pour éradiquer la corruption et l'impunité qui l'entoure. *"Il en va du développement productif du pays, et de l'endigement de la violence criminelle qui le ravage"*, selon lui. Ce leitmotiv a aussi permis la construction d'une campagne rassembleuse, pourfendant les injustices sociales tout en rassurant les investisseurs.

Andrés Manuel Lopez Obrador n'a cependant pas échappé aux campagnes de dénigrement, qui ont cherché à le présenter comme laxiste, voire bienveillant envers la criminalité organisée. L'accusation, qui s'appuie sur une déclaration concernant la possible "amnistie" de petits producteurs et trafiquants de stupéfiants, a été abondamment relayée par l'équipe de son principal rival, Ricardo Anaya, issu du Parti Action Nationale (PAN). Mais il n'a pas été difficile pour M. Lopez Obrador de l'ignorer, tant il avait l'avantage sur les candidats liés au parti de la force, qui a perdu la guerre lancée il y a plus de dix ans contre le "narcotrafic".

"Ce que les autres candidats et les gouvernements précédents n'ont pas voulu voir, c'est le binôme inséparable entre corruption et insécurité", résume Alfonso Durazo, un ancien de l'administration Vicente Fox, futur secrétaire mexicain à la Sécurité publique. *"De toute évidence, ils ont également manqué d'autorité morale pour mener leurs propres attaques"*, ajoute-t-il. Ricardo Anaya, notamment, fait l'objet d'une enquête de la justice espagnole pour blanchiment d'argent dans son Etat natal de Querétaro.

La fin du "régime d'impunité"

S'abstenant pour sa part de toute attaque, M. Lopez Obrador a tenu à consacrer son temps d'antenne au développement de sa propre vision, qui fait remonter corruption et violence à un même problème fondamental de faiblesse des institutions. C'est ce qu'il a appelé le *"régime de l'impunité"*, auquel il a opposé son "Plan national pour l'effectivité de la justice, le combat contre la corruption, et la démocratie".

Le candidat de Morena, sans pour autant invectiver directement M. Anaya, a soutenu que le PAN a *"transformé le pays en cimetière en s'obstinant à mettre en place une sécurité sans justice"*.

C'est au sein de ce parti, au pouvoir entre 2006 et 2012 sous le mandat de Felipe Calderon Hinojosa, qu'est née l'idée de "guerre contre la drogue", pour le plus grand bonheur des hauts responsables militaires, appelés à prendre en main la sécurité du pays, dans un contexte de sous-financement et de corruption de la justice auquel n'a pas remédié l'administration suivante du Parti de la Révolution Institutionnelle (PRI).



En définitive, le fiasco sécuritaire qui s'en est suivi - en moyenne vingt homicides par jour en 2017 - a porté la campagne d'un candidat progressiste, critique des politiques prohibitionnistes en matière de stupéfiants et favorable à une *"suppression progressive"* de la participation de l'armée au maintien de l'ordre. Pour la remplacer par quoi ? M. Lopez Obrador ne le dit pas explicitement. Ayant été seul à dresser le constat du cuisant échec de l'option militariste, il a pu se permettre d'importantes omissions.

La quatrième transformation

D'une manière ou d'une autre, la lutte contre la corruption doit résoudre tous les problèmes, *"abattre tous les obstacles en vue d'une quatrième transformation de la vie publique"*, a expliqué le candidat victorieux dans son discours post-électoral à l'hôtel Hilton Alameda de Mexico. Une référence habile à l'histoire révolutionnaire du Mexique, qui marque néanmoins une différence avec les Pancho Villa et Emiliano Zapata.

En réalité, les Mexicains qui ont porté au pouvoir cet outsider issu de la gauche contestataire, l'ont fait par attachement envers leurs institutions, dont ils déplorent l'inefficacité, voire la défaillance. Mus par un besoin de justice, dans un pays où 91 % des crimes et délits ne sont jamais punis d'après l'Institute for Economics and Peace de Sydney, et par le sentiment que la criminalité prospère grâce à la démission de l'Etat, auquel il incomberait une responsabilité presque gaullienne d'aménagement du territoire.

La violence et la corruption sont les deux motifs de préoccupation majeurs des Mexicains selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). Ils sont à l'origine d'une participation électorale en hausse (62,7 %). Si tous les candidats l'ont compris, seul Andrés Manuel Lopez Obrador s'est avéré crédible sur ces sujets.

Clément Detry



Honduras

Présentation du rapport indépendant sur le cas de Berta Cáceres

En mai 2018, une délégation de l'organisation hondurienne COPINH, que les volontaires de PBI accompagnent depuis 2016, s'est rendue en Suisse dans le cadre d'une tournée plus large afin d'informer la communauté internationale sur les avancées et les défis qui se présentent dans l'enquête sur le meurtre de Berta Cáceres.



Le 3 mars 2016, Berta Cáceres, militante hondurienne environnementale et coordonnatrice du Conseil des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH), a été assassinée. Les circonstances de sa mort restent incertaines, mais sa famille et les membres de la COPINH estiment que le meurtre est lié à l'activisme de Berta Cáceres contre la construction du barrage Agua Zarca de l'entreprise Desarrollos Energéticos (DESA) à Rio Blanco.

Berta Cáceres a mené une campagne de résistance pacifique contre la construction du barrage. Celle-ci, selon le COPINH, a conduit les membres de l'organisation à souffrir d'oppression, de harcèlement sexuel, de criminalisation, d'expulsions violentes, et finalement à l'assassinat de Berta Cáceres. Le Ministère Public n'a pas encore ouvert d'enquête transparente et les auteurs intellectuels du meurtre sont encore inconnus.

Réunions à Genève

La fille de la défenseuse assassinée, Bertha Zúniga Cáceres, nouvelle coordinatrice du COPINH, s'est rendue en Suisse en mai 2018 pour informer la communauté internationale des avancées de l'enquête sur l'assassinat de sa mère. A la mort de Berta Cáceres, la famille de l'activiste avait exigé de l'État une enquête indépendante. Suite au refus de l'État hondurien et sur demande du COPINH et de la famille de Berta Cáceres, un groupe consultatif international (GAIPE) a été fondé en novembre 2016 avec le mandat de mener une enquête indépendante.

Dans le cadre de cette visite, Bertha Zúniga Cáceres était accompagnée de Francisco Sánchez, coordinateur du Conseil Indigène de Río Blanco, Victor Fernández, avocat de la famille Cáceres, et Miguel Urbina, membre de GAIPE. Ensemble, ils ont effectué une série de réunions à Genève pour présenter les résultats de l'enquête du GAIPE. Ils ont notamment rencontré les représentants des missions diplomatiques permanentes auprès des Nations Unies, le Bureau du Président du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme Zeid Ra'ad Al Hussein.

L'histoire d'un assassinat

Lors de ces réunions, COPINH a expliqué comment le service de sécurité de l'entreprise DESA avait menacé et attaqué les habitant-e-s de Rio Blanco. Le groupe consultatif international a analysé plus de 10 000 pages de communication des employé-e-s de DESA et a ainsi pu exposer les stratégies de l'entreprise, allant de la cooptation de fonctionnaires judiciaires au renforcement des structures de sécurité non gouvernementales. Par des campagnes de diffamation, des infiltrations, des sabotages et des assassinats, l'entreprise a tenté de faire taire l'opposition du COPINH.

En outre, les experts ont démontré que des institutions financières internationales telles que la banque néerlandaise de développement (FMO) ou la Banque centraméricaine pour les migrations économiques, finançaient le projet Agua Zarca de DESA, même si elles connaissaient les méthodes employées par l'entreprise et n'ont pris aucune mesure pour faire garantir le respect des humains. Le FMO a définitivement retiré son soutien au projet Agua Zarca en juillet 2017.

Les avocats ont présenté quelques-unes des nombreuses irrégularités qui ont entaché l'enquête. Celle-ci n'a pas été menée minutieusement alors que tous les suspects n'ont pas été interrogés. Le Ministère Public n'a partagé qu'environ 10% des informations qu'il possédait avec la partie plaignante et les accusés, violant ainsi le droit équitable. Enfin, parmi les neuf personnes arrêtées, selon le COPINH, aucune ne fait partie des auteurs intellectuels à l'origine de l'assassinat de Berta.

Un cas emblématique de l'impunité dans le pays

L'avocat Miguel Urbina a souligné à plusieurs reprises que l'affaire Berta Cáceres est un exemple emblématique de l'impunité qui règne au Honduras et du caractère arbitraire du système judiciaire hondurien. Celui-ci promet une alliance entre le système financier international, le gouvernement et les entreprises privées. L'avocat Victor Fernández a ajouté de son côté que de nombreux villages du Honduras avaient fait les frais de cette même alliance. Depuis 2010, plus de 120 activistes qui s'opposent à des projets miniers, des barrages et des projets forestiers ont été assassiné-e-s au Honduras.

Bertha Zúniga et sa famille ont encore beaucoup de travail devant elles pour que toutes les personnes impliquées dans le meurtre de Berta Cáceres soient traduites en justice. Mais la défenseuse assassinée restera encore longtemps un symbole de la lutte des peuples autochtones du Honduras pour la protection de l'environnement et du territoire.

Article de PBI-Suisse



Colombie

Témoignage de la volontaire Lisa Stalder

La suisseuse Lisa Stalder a passé 18 mois en Colombie en tant que volontaire de PBI. Cette période correspondait également aux 18 premiers mois qui ont suivi la signature des accords de paix entre l'État colombien et les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC). C'était une période difficile pour les défenseuses et défenseurs des droits humains locaux mais aussi pour les volontaires de PBI. Néanmoins, Lisa Stalder se remémore une mission pleine de rencontres enrichissantes.

Je suis de retour en Suisse depuis deux semaines - et pourtant je ne me sens pas encore tout à fait de retour. Pendant mes premiers mois en Colombie, il n'a pas toujours été facile de m'habituer à un nouvel environnement et de comprendre les contextes politiques, économiques, culturels et sociaux.



Mais le retour en Suisse est aussi un changement. Par exemple, la pression professionnelle en Suisse ou l'importance de la croissance économique à laquelle beaucoup de choses sont liées, me frappent. Le rythme de vie est différent ici. L'idée de ce qui constitue la prospérité, la qualité de vie et le développement aussi.

Un an et demi sur le terrain avec PBI, un an et demi d'accords de paix – le bilan

Mes 18 mois en tant que volontaire PBI à Urabá dans le Nord-Ouest de la Colombie ont coïncidé avec les 18 premiers mois qui ont suivi la signature de l'accord de paix entre l'État colombien et les FARC, l'ancien plus grand groupe de guérilla du pays. Ce fut une période turbulente pour les défenseuses et les défenseurs des droits humains (DDH) colombiens. En effet, le retrait des FARC des zones rurales ne signifiait malheureusement pas la fin de la violence et de la guerre pour les communautés et les activistes.

En 2017, la première année après la signature des accords, 106 défenseuses et défenseurs des droits humains ont été tués en Colombie. C'est un chiffre très élevé par rapport aux années précédentes, mais il ne s'agit pas seulement d'un chiffre. En effet, entre la fin du mois de novembre et le début du mois de décembre, Mario Castaño et Hernán Bedoya, deux activistes qui étaient accompagnés indirectement par l'équipe de PBI à Urabá, ont été assassinés. Pour nous, les volontaires de PBI, cela a entraîné une période très intense et stressante avec de nombreuses demandes d'accompagne-

ment de DDH qui étaient très proches des victimes. Malgré la douleur et la peur, ils ne voulaient pas abandonner la résistance.

Durant cette période, je me suis souvent sentie impuissante face à l'ampleur de la violence et les intérêts qui se cachent derrière elle. J'avais également peur pour les DDH accompa-

gné-e-s, avec qui on passe beaucoup de temps et qu'on apprend à connaître personnellement. Toutefois, pour les habitant-e-s d'Urabá, ce n'était pas la première fois qu'ils perdaient des membres de leur communauté et de leur famille et des ami-e-s. Une défenseuse m'a expliqué que toutes ces pertes douloureuses sont aussi la raison pour laquelle elle ne renonce pas à se battre pour la justice - pour honorer les victimes.

Pendant cette période, j'ai également pris conscience de l'importance de l'accompagnement de PBI pour les communautés et les DDH. Il apporte un aspect de sécurité qui est parfois nécessaire afin que les activistes s'organisent et prennent des décisions dans des situations difficiles. Ce petit geste de solidarité internationale est une forme de reconnaissance du travail accompli par ces personnes qui résistent quotidiennement aux expulsions, à l'injustice et à la guerre.

Accords de paix en danger?

J'ai suivi de loin les élections présidentielles en Colombie. Le vainqueur, Iván Duque, candidat du parti conservateur Centro Democrático, avait annoncé lors de sa campagne électorale vouloir modifier les accords de paix. Cela risque de mettre en péril le processus de paix. Cela va également impliquer une grosse charge de travail pour les activistes locaux et les volontaires de PBI. Au niveau international, il est d'autant plus important de faire pression pour protéger les défenseuses et les défenseurs des droits humains. Après mon expérience sur le terrain, je vais continuer à m'engager dans cette direction.

Premières impressions d'Apartadó

Voilà cinq mois que je suis en Colombie, dans la chaleur tropicale de la région d'Urabá. Actuellement, nous sommes six dans l'équipe, qui compte aussi des Français et des Espagnols. Depuis notre bureau situé dans la ville d'Apartadó, nous accompagnons la Communauté de paix de San José de Apartadó, le collectif de paysans de la Finca la Europa et la Commission interecclésiastique de Justice et Paix. Dans le cadre de nos accompagnements, nous nous rendons souvent dans des villages éloignés et traversons la jungle à dos de mulets, avec des moto-taxis ou des bateaux.



Colombie

Début de mandat difficile pour le nouveau président Ivan Duque

Le nouveau président colombien Ivan Duque a pris ses fonctions le 7 août dernier dans un contexte qui s'annonce difficile : son mentor et ancien président Alvaro Uribe est visé par une enquête, les relations sont au plus bas avec le Venezuela voisin et le chemin vers la paix interne est encore long. La plupart des informations ci-dessous, reprises au journal La Libre Belgique du 7 août, visent à contextualiser et actualiser le témoignage de la volontaire suisse que nous vous livrons à la page précédente.

Le nouveau président Ivan Duque, ex-sénateur de 42 ans, a succédé à Juan Manuel Santos qui, après huit ans et deux mandats, laisse un pays au milieu d'une tentative de réconciliation avec l'ex-guérilla des Farc, où les plantations de coca sont au plus haut, et avec une vague d'homicides à l'encontre des activistes des droits humains.

Malgré sa jeune carrière politique, Ivan Duque a été désigné par l'influent ex-président Alvaro Uribe (2002-10) pour permettre à la droite, opposée à l'accord de paix avec les rebelles, de revenir au pouvoir. Mais l'affaire qui éclabousse Alvaro Uribe pourrait affecter le nouveau gouvernement. M. Uribe, sénateur et chef du Centre démocratique, le parti d'Ivan Duque, est soupçonné d'avoir tenté de soudoyer des témoins contre un opposant politique, Ivan Cepeda, dans un dossier qui remonte à 2012. L'ex-président, qui se dit innocent, est convoqué devant la Cour suprême, la plus haute juridiction du pays, qui conduit les investigations sur les parlementaires.

Autre dossier brûlant : les relations avec le voisin vénézuélien qui se sont tendues début août. Le président Nicolas Maduro, qui a été visé par un attentat commis avec deux drones chargés d'explosifs, a directement accusé son homologue colombien sortant Juan Manuel Santos. "Absurde", a répondu Bogota. A première vue, rien ne devrait s'arranger entre ces deux pays qui partagent 2.200 kilomètres de frontière. Une fois élu, M. Duque a promis d'œuvrer à "une stratégie articulée, multilatérale et diplomatique pour une transition vers des élections libres au Venezuela".

Sur le front intérieur, l'Armée de libération nationale (ELN), la dernière guérilla active du pays, attend de connaître les intentions du nouveau président concernant les négociations de paix avec ces rebelles. Entamées en février 2017 à Quito, la capitale équatorienne, les discussions avec l'ELN ont été délocalisées à Cuba en mai après la décision de l'Equateur de se mettre en retrait en raison d'un regain des violences à sa frontière avec la Colombie.

M. Santos a récemment annoncé que son gouvernement et l'ELN n'avaient pas réussi à conclure un cessez-le-feu, coupant court à sa tentative d'obtenir une paix complète. Soulignant que "le chemin parcouru est très significatif", le commandement de cette guérilla de quelque 1.500 combattants se dit prêt à poursuivre les discussions. Mais le nouveau président, partisan d'une ligne dure, a fait connaître ses conditions qui, selon les analystes, ont peu de chances d'être acceptées par l'ELN : suspension de "toutes les activités criminelles" et concentration des troupes sous l'égide des institutions internationales.

Le nouveau président doit aussi faire face aux manifestations de l'opposition de gauche et centre gauche, Gustavo Petro, son adversaire malheureux, en tête. Autres adversaires du nouveau gouvernement : les dix parlementaires de l'ex-guérilla des Farc, transformée en parti politique, qui ont fait leur entrée le 20 juillet au Parlement colombien sans avoir été élus, comme le prévoit l'accord de paix de 2016. M. Duque s'oppose à ce que d'anciens guérilleros accusés de crimes graves participent à la vie politique sans passer préalablement par la prison. En fait, la Colombie est profondément divisée entre détracteurs et sympathisants du traité de paix avec les Farc.

Règlement général pour la protection des données

Comme vous le savez, le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) est entré en application dans toute l'Europe le 25 mai 2018. Il a pour but de protéger vos données personnelles, c'est-à-dire toutes les informations qui permettent de vous identifier. Notre association PBI-Belgium gère une base de données qui se réduit à une liste d'adresses postales et/ou électroniques et de numéros de téléphone. Ces renseignements ne sont ni communiqués à des tiers, ni prêtés, ni loués ni vendus. Ils ne servent qu'à vous faire parvenir, selon le mode que vous choisissez, le présent bulletin trimestriel et, à l'occasion, des invitations. Vous avez à tout moment le droit et la possibilité de faire modifier ou supprimer ces renseignements et nous n'en gardons trace que dans la mesure des nécessités.

La réglementation implique votre accord. Nous sollicitons dès lors votre consentement pour continuer à gérer cette base de données dans les limites rappelées ci-dessus. Sans réponse de votre part, nous considérerons que vous acceptez que votre inscription reste active. Dans le cas contraire, nous vous invitons à nous le faire savoir par courrier postal ou électronique. Quoi qu'il en soit, nous vous remercions d'avance pour votre compréhension.

